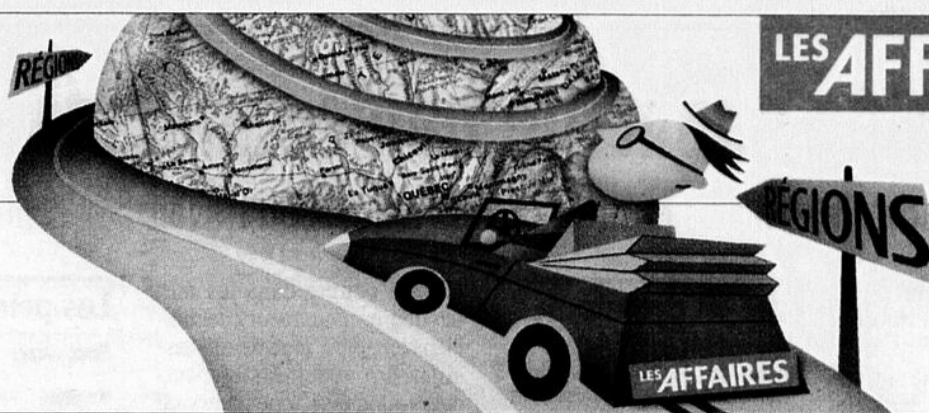


LA TOURNÉE DES RÉGIONS DU QUÉBEC



LES AFFAIRES

MAURICIE

SOMMAIRE

Forger l'avenir économique

La situation des jeunes est préoccupante, mais il y a de l'espoir A3

Le tourisme, un réel moteur

Les visiteurs font vivre 110 000 personnes A4

Cap sur les technos

La région cible six pôles de développement A5

Meubler le monde

L'exportation devient une planche de salut A8

Le pont entre le passé et l'avenir

L'eau continue de couler sous le pont Laviolette, mais la région se transforme.

PHOTO: OFFICE DE TOURISME ET DES CONGRÈS DE TROIS RIVIÈRES



SUIVEZ LA SÉRIE DE CAHIERS SPÉCIAUX HEBDOMADAIRES

La Tournée des régions du Québec
du 13 janvier au 5 mai 2001

La semaine prochaine
Centre du Québec

Merci à nos partenaires



CDP

Caisse de dépôt et placement
du Québec



**BANQUE
NATIONALE**

Le taux de chômage baisse mais la création d'emplois aussi

L'année 2001 devrait être plus positive pour le marché du travail

Isabelle Chassin
dossiers@transcontinental.ca

Pour la troisième année consécutive, le taux de chômage en Mauricie a baissé pour atteindre en 2000 11 %, en regard de 11,5 % l'année précédente et 12,2 % en 1998. Il reste cependant loin de la moyenne provinciale, de 8,4 % en 2000.

C'est malgré tout une bonne nouvelle, puisque, selon les indicateurs à court terme d'Emploi Québec, le taux de chômage devrait se rapprocher de 10 % en 2001. Le meuble, la machinerie, la transformation alimentaire, le matériel de transport, les produits électriques et électroniques de même que les produits métalliques contribueront à la croissance des emplois manufacturiers. Le commerce et le tourisme auront aussi un impact positif.

L'an dernier, la région a connu le plus bas taux de création nette d'emplois, soit 400 emplois par rapport à 1 400 en 1999 et 4 100 en 1998. Une régression attribuable aux rationalisations effectuées par la grande entreprise dans les

Les 10 principales municipalités

Municipalités	Population
Trois-Rivières	48 285
Trois-Rivières ouest	24 170
Cap de la Madeleine	32 927
Shawinigan	18 390
Grand-Mère	13 889
Shawinigan sud	12 159
La Tuque	12 122
Louiseville	8 057
Pointe-du-lac	6 195
Sainte-Marthe du Cap	6 150

SOURCE : INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC, POPULATION AU RECENSEMENT 1996, CORRIGÉE DU SOUS-DÉNOMBREMENT PAR STATISTIQUE CANADA
TABLEAU : LES AFFAIRES

secteurs du papier et de la métallurgie, notamment.

Cependant, le nombre de chômeurs baisse plus vite que le nombre d'emplois créé, s'établissant à 13 600 l'an dernier par rapport à 14 200 en 1999 et 15 000 en 1998. « Cette baisse est due à une faible participation au marché du travail », explique Jules Bergeron, économiste régional, Emploi Québec.

La région recherche de la

main-d'oeuvre dans les métiers de programmeurs, techniciens en génie, ingénieurs, dessinateurs, machinistes, soudeurs-monteurs, opérateurs de machine à bois, personnel des abattoirs, conducteurs de camions longue distance et spécialistes de la petite enfance.

Emploi chez les jeunes

C'est dans la population de jeunes de 15-29 ans que le taux de chômage est le plus alarmant avec une moyenne de 16,6 % au cours des deux dernières années, alors que la moyenne provinciale est de 11 %.

Ce paramètre, combiné à une dénatalité constante et à l'exode des jeunes à cause des études, contribue à l'affaiblissement continu de la représentativité des jeunes dans la population en âge de travailler, soit les 15-64 ans.

Les perspectives démographiques ne prévoient à long terme aucun redressement imminent de cette tendance, mentionne l'étude d'Emploi Québec intitulée *Les réalités du marché du travail en Mauricie des jeunes de 15 à 24 ans*, publiée en novembre dernier.

Les principaux employeurs manufacturiers

Employeurs	Municipalité	Secteurs d'activités	Nombre employés
Kruger	Trois-Rivières	Pâtes et papier	1200
Canadel	Louiseville	Meubles	995
Emballages Smurfit-Stone	La Tuque	Carton	727
Fruit of The Loom	Trois-Rivières	Textile	709
Abtibi Consolidated Division Laurentide	Grand-Mère	Pâtes et papier	690
Division Belgo	Shawinigan	Pâtes et papier	669
Société d'Electrolyse et de chimie Alcan	Usine de Shawinigan	Aluminium	651
Corus	Cap-de-la-Madeleine	Aluminium	643
Gérard Crête	St-Séverin de Proulxville	Bois	350
Doral International	Grand-Mère	Bateaux de plaisance	320

SOURCE : RÉPERTOIRE INDUSTRIEL DU CRIQ, 2000

TABLEAU : LES AFFAIRES

Du côté des femmes, le taux de chômage est passé à 11,2 % comparativement à 12,3 % en 1999. Cependant, une majorité d'entre elles sont encore exclues de la relance économique selon *Les conditions de vie des femmes et le développement local et régional*, une étude du Conseil du statut de la femme publiée en septembre dernier. Les données font ressortir une sous-scolarisation : 7,4 % des Mauriciennes ont fréquenté l'université en regard de 9,6 % des hommes et 11 % des Québécoises; la sous-participation

au marché du travail : 47,6 % des femmes font partie de la population active en regard de 66 % des hommes et 54,6 % pour l'ensemble du Québec. Plus de la moitié d'entre elles vivent seules en regard de 46,5 % dans le reste de la province. Leur revenu d'emploi atteint 57,5 % de celui des hommes mauriciens et seulement 83,7 % de l'ensemble des Québécoises.

La région compte 266 000 habitants. Sur une population totale active de 123 700 personnes, la Mauricie

compte 110 000 en emplois. Selon l'Institut de la Statistique du Québec, au chapitre des immobilisations des secteurs privés et publics, les investissements s'élevaient à 1,12 M\$ en 2000 comparativement à 978 335 \$ en 1999.

Le secteur tertiaire arrive en tête de ces dépenses en immobilisations avec 533 800 \$, suivi du secteur secondaire avec 273 700 \$ et du secteur primaire avec 16 730 \$. Les immobilisations engagées dans le secteur du logement s'élevaient à 275 740 \$.

CELIBEC et ORDIMAX vos partenaires informatique en Mauricie

GESMAN

Logiciel de **gestion manufacturière**

Environnements WIN / NT / LINUX / UNIX
Vente et services complets

CELIBEC
INFORMATIQUE

• 2200, de la Sidbec Sud •
• Trois-Rivières-Ouest (Québec) •
• Tél: 819.373.2367 ou 1.800.667.2367 •
• Fax: 819.373.2088 •
• Courriel: general@celibec.com •
• www.celibec.com •

GESMAN, logiciel d'application destiné aux entreprises MANUFACTURIÈRES. Ce logiciel gère et traite toutes les informations servant à alimenter les différents départements de l'entreprise. Ainsi on retrouvera un module pour chacun des grands chapitres suivants :

- APPROVISIONNEMENT
- FABRICATION
- PRODUCTION
- DISTRIBUTION
- INVENTAIRE
- GESTION DE PROJETS
- PLAN DIRECTEUR
- COMPTABILITÉ

En partenariat avec

ORDIMAX

www.ordimax.com
Tél: 819.378.6090

AU COEUR DU MARCHÉ QUÉBÉCOIS

Une main-d'oeuvre stable et qualifiée

Un riche héritage industriel

Un cadre de vie unique...

Tout pour réussir!

TROIS-RIVIÈRES
La Mauricie

CLD
CLD FRANCHEVILLE
Centre local de développement

Tél. : (819) 374-4061 Téléc. : (819) 373-6511 CÉ : roger.beland@cldfan.qc.ca www.franchiseville.org

La Mauricie se forge lentement une nouvelle économie

Le dossier des jeunes est préoccupant mais on travaille à faciliter leur insertion scolaire et professionnelle



Isabelle Chassin

dossiers@transcontinental.ca

Exode, sous-scolarisation, chômage, le dossier des jeunes en Mauricie est préoccupant. Mais les intervenants économiques régionaux ne se laissent guère décourager par les froides statistiques. Tous travaillent fort pour développer la fibre entrepreneuriale et faciliter l'insertion scolaire et professionnelle des jeunes de la région.

Parmi les points positifs à relever, certains secteurs en émergence comme l'informatique et l'électronique sont porteurs d'emplois pour les jeunes plus qualifiés. En 2000, ils procuraient près de 800 emplois dont 600 reviennent aux technologies de l'information (TI).

« Environ 50 % des emplois sont occupés par des moins de 30 ans comparativement à

20 % dans les autres secteurs. Les TI prévoient embaucher plus de 80 personnes en 2001, des programmeurs et techniciens multimédias. Un défi, car beaucoup de ces entreprises ont des problèmes de recrutement », note Jules Bergeron, économiste à Emploi Québec.

« L'industrie du meuble et du bois nous permet d'éponger notre main-d'oeuvre peu spécialisée et peu scolarisée. D'autres secteurs recrutent, comme la mécanique et l'usinage, mais il faut des compétences techniques, au moins un DEC. La même chose chez Kruger qui, dans deux ans, devrait combler plus de 200 emplois à cause de départs à la retraite », mentionne pour sa part Roger Béland, directeur général, Centre local de développement (CLD) Francheville (Trois-Rivières).

Une vision de carrière

L'entrepreneuriat devient vision de carrière. « Maintenant, 30 % de nos membres, soit 350, sont entrepreneurs contre 10 % avant 1990. Beaucoup créent des micro-entreprises pour rester ici. La sous-scolari-

sation n'est pas vraiment un frein. Certains jeunes ont des capacités et ils ne le savent pas. Alors, il faut montrer les succès et développer pour eux des services plus adaptés. C'est l'effort de tous », soutient Catherine Raymond, directrice générale de la Jeune Chambre de Commerce de Trois-Rivières. Depuis cinq ans, l'initiative chapeautée par Carrefour Emploi Jeunesse Place aux jeunes incite ceux qui ont étudié ailleurs à revenir en région.

Ceux qui sont sur l'aide sociale et l'assurance emploi peuvent se prévaloir du programme Soutien au Travailleur Autonome (STA) développé avec Emploi Québec. Le fonds Jeune Promoteur, qui double la mise de fonds allouée par le programme fédéral Stratégie Jeunesse, permet de lancer un projet même si le capital est inexistant. « Les fonds d'aide existent. Mais un des défis majeurs, c'est l'idée : Je pars quoi ? La plupart des beaux projets viennent de finissants du cégep ou de l'université », constate Luc Arvisais, directeur général CLD Centre-

de-la-Mauricie (Shawinigan).

La MRC du Maskinongé a lancé une banque d'idées d'affaires. « Sur 50 dossiers reçus, 18 ont un véritable potentiel », note Martin Miron, agent de communication, CLD. Là, comme dans la MRC de Mékinac, les jeunes misent sur le milieu rural pour créer des entreprises de plein air ou d'agrotourisme.

Pour les décrocheurs, Solidarité jeunesse, géré par le Carrefour Jeunesse Emploi, offre des programmes de réinsertion scolaire ou professionnelle. Le Fonds régional d'initiatives jeunesse dispose d'une nouvelle enveloppe de 750 000 \$ sur trois ans pour des projets novateurs.

Grandes entreprises

Même si, depuis plusieurs années, les grandes industries ont beaucoup effectué de mises à pieds pour cause de rationalisation, elles investissent. C'est le cas dans les pâtes et papier qui occupent 25 % de la main-d'oeuvre et, par effet d'entraînement – on parle ici de bois, transformation, chimie et transport –, représentent

environ 35 % des emplois.

Kruger, qui offre 1 200 emplois, a racheté la division trifluvienne Wayagamack, d'Abitibi-Consolidated (550 emplois) et a annoncé un investissement de 385 M\$ pour remettre à neuf le moulin et tenter de sauvegarder les emplois. Elle investit par ailleurs 42 M\$ en équipements et améliore son usine trifluvienne.

Corus (aluminium en feuille), de Cap-de-la-Madeleine, a investi 16 M\$ pour moderniser son usine. Alcan, (billets d'aluminium, 560 employés), investit pour sa part 18 M\$ pour moderniser le centre de coulée à l'usine de Shawinigan. Hydro-Québec doit investir 454 M\$ dans la construction d'une nouvelle centrale hydroélectrique, dont la mise en opération est prévue en 2004, et le réaménagement du barrage à Grand-Mère. Le chantier occupera en moyenne quelque 340 travailleurs par an et entraînerait des retombées économiques de 116 M\$ dans la région. « Cela fait 100 ans qu'on n'a pas vu un chantier de cette envergure ici » dit M. Arvisais. Rachetée par Ca-

nam Manac au coût de 9 M\$, Kalyn-Siebert-Fabrex (fabrication de châssis pour semi-remorques) reprend la route avec 75 employés à Trois-Rivières.

Sous-traitants

Il faut souligner que ces grandes entreprises ont essayé une foule de sous-traitants dynamiques. Par exemple, le Centre-de-la-Mauricie mise sur le matériel de transport avec des entreprises comme Megatech Électro, Delastek ou Placeteco, des sous-traitants de Bombardier, Canadair, Bell Helicopter, Pratt & Withney, Autobus Prévost; le plastique et la fibre de verre avec Doral et Bateaux Celebrity pour les bateaux de plaisance; les métaux avec Métaux Produit D.T. et Produits Coulombe et Clermont.

La grande région de Trois-Rivières vise le secteur de l'aéronautique (sept entreprises présentes) et tout ce qui touche au secteur primaire. Dans la MRC de Maskinongé, le secteur du meuble domine, mais on veut diversifier avec le textile, l'agroalimentaire, les circuits agrotouristiques. ■



En offrant des tarifs stables nettement compétitifs et des solutions énergétiques adaptées à vos besoins, Hydro-Québec se démarque de la concurrence. Profitez d'une expertise globale et diversifiée. La bonne solution est à votre portée! N'hésitez pas à communiquer avec l'un de nos représentants.

www.hydroquebec.com/affaires

Hydro Québec

Montréal (514) 385-8888, poste 4428 • Laval, Laurentides, Lanaudière, Outaouais et Abitibi-Témiscamingue (450) 430-5180, poste 6299 • Montérégie, Estrie et Centre-du-Québec 1 800 361-3092 (indicatif régional 450) et 1 800 463-4462 (indicatif régional 819) • Québec, Mauricie et Chaudière-Appalaches 1 877 660-7403, poste 6855 • Bas-Saint-Laurent et Gaspésie 1 877 263-6623 • Saguenay-Lac-Saint-Jean et Côte-Nord 1 800 463-9900.

Le tourisme, secteur moteur de l'économie régionale

Près de 110 000 personnes y travaillent et le Trois-Rivières métropolitain compte 60 % de ces emplois

Isabelle Chassin

dossiers@transcontinental.ca

De Louiseville à La Tuque, de Saint-Tite à Sainte-Anne-de-la-Pérade en passant par Trois-Rivières ou Shawinigan, la Mauricie rassemble sur ses 40 000 km² une offre touristique diversifiée.

« Nous avons tous les atouts pour séduire une clientèle d'agrément et d'affaires : grands espaces, plans d'eau, vécu industriel et patrimoine historique, et établissements de qualité. Nous devons les consolider et les développer », dit Marilie Laferté, directrice générale de l'Office du tourisme et des congrès de Trois-Rivières.

Secteur moteur du développement économique, le tourisme occupe près de 110 000 personnes dans la région.

Le Trois-Rivières métropolitain compte 60 % de ces emplois, soit 20 % du secteur tertiaire. Située dans le corridor Montréal-Québec, la ville veut transformer en avantage cette position de passage. Elle

propose aux groupes des forfaits alléchants les incitant à séjourner.

En 2000, plus de 200 rassemblements – des congrès, colloques et réunions d'affaires – ont généré 4,6 M\$ de retombées économiques, une augmentation de plus de 14 % par rapport à 1999.

Ses nombreux festivals de danse, de musique, de poésie, le théâtre, les musées ainsi que le Grand prix automobile rallient tous les publics.

En hiver, la pêche des petits poissons des chenaux à Sainte-Anne-de-la-Pérade compte plus de 120 000 visiteurs.

Ailleurs, dans les MRC de Maskinongé, du Haut-Saint-Maurice, du Centre-de-la-Mauricie, les pourvoies dotées d'hôtellerie de luxe développent aussi une clientèle d'affaires et associative pour des mini-congrès avec des activités basées sur l'écotourisme et l'agrotourisme.

La MRC de Mékinac mise sur la villégiature en forêt. Elle compte aussi le célèbre *Festival western de Saint-*



Marilie Laferté : « Nous avons tous les atouts pour séduire une clientèle d'agrément et d'affaires : grands espaces, plans d'eau, vécu industriel et patrimoine historique, et établissements de qualité. Nous devons les consolider et les développer. »

Tite, en septembre, qui attire près de 200 000 personnes dont une majorité d'Américains.

« Des événements dont les retombées commerciales se

répercutent partout en région », ajoute M^{me} Laferté.

Patrimoine industriel

La Mauricie met aussi en valeur son patrimoine industriel. Cette année, l'événement *Mauricie Capitale Forestière Canadienne en 2001* mettra le bois en vedette. De mai à octobre, 24 musées, centres d'interprétation, lieux historiques et centres d'exposition de la Mauricie et du Centre-du-Québec proposeront au public des expositions sur le thème du bois. Cette manifestation culturelle constitue le plus grand projet de réseautage muséologique au Québec.

Le Centre-de-la-Mauricie se définit comme le berceau de l'industrialisation au Québec. C'est là, il y a 100 ans, qu'eut lieu la première coulée d'aluminium et que sont nés les premiers complexes électrochimiques et hydroélectriques, la première usine de pâtes et papiers.

Depuis trois ans, le *Parc thématique de la Cité de l'Énergie* à Shawinigan fait revivre cette épopée. Il investira 3,6 M\$ dans la construction d'un plateau tournant sur la ri-

vière Saint-Maurice pour *Kosmogonia*, le prochain spectacle multimédia. Un projet qui devrait relancer l'affluence après un recul de 22 % du tourisme québécois l'an dernier.

Le développement de la rivière Saint-Maurice est aussi à l'ordre du jour. De Trois-Rivières à La Tuque, des projets d'événements, de pêche, d'écotourisme, de navigation de plaisance sont étudiés par tronçon. Trois-Rivières investira 16,9 M\$ dans le développement récréotouristique de ses berges.

Une passerelle piétonnière, le Pont du millénaire de 475 mètres, reliera le *Parc portuaire* (200 000 visiteurs par an) à l'île Saint-Quentin (125 000 visiteurs par an) avec interprétation de la nature; le *Centre d'exposition sur l'industrie des pâtes et papier* sera doublé d'un *Centre national d'interprétation historique et contemporaine sur l'industrie forestière et papetière de l'est du Canada*.

« On veut créer un front fluvial de 2,5 km de promenade et lier nature et culture. Le projet est à l'étape du financement et devrait voir le jour d'ici trois

ans. Il est trop tôt pour faire des projections commerciales, mais on peut imaginer que ce projet rehaussera la valeur foncière des résidences et l'engouement touristique », explique **Marie-Line Sauvé**, commissaire au développement touristique, CLD de Francheville.

Le lac Saint-Pierre sur le Saint-Laurent, reconnu *Réserve mondiale de la Biosphère* par l'UNESCO en novembre dernier, est l'objet d'enjeux pour l'exploitation et la conservation de sa faune et de sa flore. Comment concilier la frayère à hérons avec une voie navigable ?

Dans sa globalité, le projet regroupe 24 municipalités, 5 MRC et 4 régions touristiques. « Nous misons sur l'écotourisme. Nous avons déjà 80 entreprises touristiques autour du lac offrant des gîtes, des pourvoies, des croisières. Elles doivent exploiter un label de qualité. Si les acteurs sont là, reste à les rassembler pour structurer l'offre, identifier les clientèles cibles. À l'instar du tour du Lac Saint-Jean, certains, déjà, rêvent d'un tour du Lac Saint-Pierre. » ■



Objectif: emploi

Employeurs et gestionnaires d'entreprise !

Vous désirez accroître votre productivité, mobiliser votre personnel et implanter des pratiques assurant une saine gestion de vos ressources humaines ? L'un des mandats d'Emploi-Québec consiste à favoriser la stabilité et la croissance des emplois dans les entreprises par des interventions liées aux mesures et services gratuits d'aide à l'emploi mis à votre disposition :

- diagnostic d'entreprise et plan d'action
- aide conseil en gestion des ressources humaines
- mise sur pied d'un comité d'adaptation de la main-d'œuvre ou de reclassement
- adaptation de la main-d'œuvre aux changements technologiques
- assistance conseil en gestion de la formation des employés
- information sur la Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre
- planification, recrutement et aide à la sélection du personnel
- service de placement électronique sur Internet
- diffusion des offres d'emploi dans les guichets Info-emploi
- information sur le marché du travail

L'équipe des services aux entreprises d'Emploi-Québec peut vous aider à faire le point sur votre situation et vous accompagner dans le choix d'intervenants spécialisés.

Centre locaux d'emploi en Mauricie

Cap-de-la-Madeleine (819) 371-6031	Sainte-Geneviève (418) 362-2850
Grand-Mère (819) 538-0762	Sainte-Thècle (418) 289-2405
La Tuque (819) 523-9541	Shawinigan (819) 536-2601
Louiseville (819) 228-9465	Trois-Rivières (819) 371-6880

Québec 
Emploi-Québec

En vertu de l'Entente Canada-Québec relative au marché du travail, le Québec est responsable des mesures actives d'emploi dont bénéficient les participantes et les participants à l'assurance-emploi ainsi que de certaines fonctions du Service national de placement auxquelles peuvent avoir recours les usagers de l'assurance-emploi. Ces mesures et fonctions sont financées par le Compte d'assurance-emploi, dont le Canada est responsable.

Évitez les « MTT »

... maladies transmises par téléphone.

Pour

connaître

les tendances

en articles

promotionnels

...

contactez-nous!



COPILOTE

PROMOTION PAR L'OBJET
CADEAUX D'ENTREPRISE

(514) 879-2000

www.copilote.net



Nous avons toute une gamme de produits antibactériens.

La région renforce son image de Techno-région

En ciblant six pôles technologiques, une stratégie de diversification de l'économie est tracée

Isabelle Chassin

doissiers@transcontinental.ca

Ressource régionale pour l'innovation technologique, la **Technopole Vallée du Saint-Maurice** entame sa deuxième phase de développement avec des projets pleins les bras. En janvier dernier, elle faisait le bilan de ses travaux lors du *Colloque sur l'innovation technologique de Shawinigan*.

À cette occasion, la Mauricie ciblait six pôles technologiques : pâtes et papiers, énergie et environnement, matériel de transport, technologies de l'information et des communications (TIC), métallurgie et biotechnologies. « Nous bénéficions d'atouts dans tous ces secteurs. Chacun a ses forces et ses faiblesses en termes d'entrepreneuriat, de formation, de financement, de dynamisme, de R & D, de relève. Les défis sont là, nous sommes prêts à les relever », mentionne **Charles Lambert**, directeur général.

Après 18 mois d'activités, l'organisme trace donc les voies d'une stratégie de développement des pôles technologique permettant à la région de valoriser ses forces pour diversifier son économie. La Mauricie compte six centres de recherche spécialisés au service de l'industrie.

Pôles

Le secteur des pâtes et papiers, en phase de consolidation, doit miser sur la recherche et la modernisation des équipements pour produire du papier à valeur ajoutée, notamment le papier couché. À ce chapitre, l'équipement de l'usine pilote du **Centre International de Couchage (CIC)** de Trois-Rivières offre à ses clients, fournisseurs et papetières, la possibilité de réaliser tous leurs essais et de réduire leurs délais de développement. Déjà 30 semaines par an ont été réservées pour la prochaine décennie. L'an dernier, le CIC a remporté le *Radisson* de la nouvelle entreprise de l'année.

Un projet de recherche sur le *Papier du futur* ainsi que la fusion du *Centre de recherche en pâtes et papier* de l'**Université du Québec à Trois-Rivières**, (UQTR) avec le *Centre spécia-*

lisé en pâtes et papiers du **Cégep de Trois-Rivières** sont recommandés. Le secteur de l'énergie et de l'environnement dispose de plus de 115 chercheurs dans les six centres de recherche régionaux. « Avec notre projet *Vallée de l'énergie*, nous voulons nous positionner comme ressource canadienne pour la gestion de l'énergie et l'utilisation énergétique. C'est aussi l'occasion de relier l'expertise des TIC à l'énergie », ajoute M. Lambert.

Même ambition pour l'environnement. Le projet *Mauricie, zone verte* veut être à l'avant-garde des réglementations environnementales avec comme fer de lance la récupération et la transformation des déchets industriels et domestiques en produits rentables, le traitement des effluents industriels. Du côté des TIC, un projet de recherche structurant est envisagé avec **COGECO**, **BCE**, les centres de recherche de l'UQTR, le **Cégep de Trois-Rivières**, le **Collège Shawinigan**, le *Groupe de promotion des technologies de l'information (GPTI)* et les PME pour développer des applications sur les technologies du réseau à large bande.

Le pôle métallurgie jouit de l'apport des grandes entreprises et d'un entrepreneuriat dynamique. Reste à améliorer le soutien aux PME pour l'innovation technologique et à pallier les difficultés de recrutement de la main-d'œuvre technique. À surveiller, le pôle des biotechnologies, en émergence mais peu structuré. L'utilisation des ressources des centres de recherche de l'UQTR et du Collège Shawinigan favoriserait la création d'un incubateur en biotechnologies.

Cohésion régionale

« Nous jouons un rôle d'accompagnement, d'animation et de maillage tant auprès des centres de R & D privés et publics qu'auprès des entreprises et de promoteurs d'un projet technologique, l'objectif étant de favoriser la commercialisation ou le démarrage d'entreprise. Il y a encore du travail de sensibilisation à faire, surtout auprès des PME. La

cohésion régionale est donc primordiale. Mais c'est essentiel que la vision du ministre de la **Recherche, de la Science et de la Technologie**, **Jean Rochon**, soit partagée par les autres ministères. C'est la source du savoir qui crée la région », commente M. Lambert, faisant allusion au déficit du financement universitaire.

La carte routière technologique, un outil de référence réalisé par la Technopole,

devrait faciliter l'avancement des projets. Elle guidera les entreprises et les organismes de développement économique dans les étapes d'un projet et sur les actions à prendre à chacune des phases, de l'idée au financement en passant par la propriété intellectuelle jusqu'à l'implantation. Elle interviendra aussi pour améliorer le financement dans la phase critique de démonstration où le niveau de risque est élevé et constitue souvent

un barrage à l'accès au capital de risque.

Projets

Au cours des derniers mois, la Technopole a accompagné une trentaine de projets émanant d'entreprises existantes ou de chercheurs devant générer des investissements de près de 20 M\$.

D'ici 5 ans, l'organisme prévoit le démarrage de 10 entreprises technologiques, de 10 projets de R & D, la

commercialisation de 12 projets et la création de 220 emplois de haut niveau.

En 2000, le budget de la Technopole s'élevait à 270 000 \$ provenant des gouvernements provincial et fédéral (80 % à parts égales) et des partenaires régionaux. En 2001, elle mise sur un budget de 380 000 \$ « afin d'embaucher de nouvelles ressources et mettre en oeuvre les stratégies de développement des pôles ». ■

2000		PME LES PME DE LA BANQUE NATIONALE	
Distinction	MAURICIE Reconnaître l'excellence. Contribuer au rayonnement des entreprises d'ici. Depuis sept ans, c'est une question de priorité. Parce que nous croyons que les succès des uns, peuvent être pour les autres, une grande source d'inspiration. Félicitations aux gagnants du programme de reconnaissance Les PME de la Banque Nationale, région de la Mauricie.		PME INDUSTRIES DE MEUBLES E.G. Gilles Portelance Président
	PETITE ENTREPRISE FYLOGRAF INC. Sylvie Strévey Présidente		PME AGRICOLE FERME G. ROMPRÉ INC. Janine Cossette et Gatien Rompré Propriétaires
			
Des milliers d'acheteurs VOUS cherchez ! s@M en LIGNE www.samenligne.com LE répertoire des fournisseurs municipaux FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES MUNICIPALITÉS		BANQUE NATIONALE ASSURANCES BANQUE NATIONALE Partenaire de l'événement	

Des milliers d'acheteurs VOUS cherchez !

s@M en LIGNE

www.samenligne.com

LE répertoire des fournisseurs municipaux

FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES MUNICIPALITÉS

Le CNETE, partenaire en environnement des entreprises

Parce que les normes environnementales deviennent plus sévères, les solutions pratiques du centre s'imposent

Isabelle Chassin
dossiers@transcontinental.ca

Le Centre national en électrochimie et en technologies environnementales (CNETE) du Collège Shawinigan jouera un rôle accru dans la recherche appliquée en environnement pour les entre-

prises québécoises. D'une part, parce qu'il est un des rares centres de ce type au Québec et que la Technopole Vallée de la Mauricie veut développer l'expertise régionale dans ce domaine. D'autre part, parce que certains des projets en cours pourraient trouver des débouchés à l'international.

« Les normes environnementales deviennent de plus en plus sévères. Nos technologies de séparation par membrane (microfiltration, ultrafiltration, nanofiltration, et osmose inverse) apportent des solutions pratiques aux problèmes environnementaux des entreprises et des municipalités en créant

une valeur ajoutée », explique Richard Northon, directeur général, en poste depuis octobre dernier.

Projets

Le CNETE planche sur une trentaine de projets par an. Il a contribué notamment au développement de chaînes de traite-

ment d'eau potable et de traitement des eaux usées pour les municipalités, l'élimination des effluents toxiques d'entreprises métallurgiques ou encore la mise au point de système de fermentation pour la revalorisation de résidus à haute valeur ajoutée pour différentes industries des secteurs industriels, agroalimentaires ou pharmaceutiques.

Grâce à ses recherches, l'usine de résidus de crevettes Aqua-Bio-Chem à Matane a trouvé une solution pour le traitement de ses tonnes de déchets. « Nous avons travaillé en partenariat avec les chercheurs de cette usine. En traitant leurs déchets, nous en avons extrait des protéines utilisables, par exemple dans les additifs alimentaires, et ayant une valeur marchande appréciable », commente M. Northon. Cette technologie pourrait d'ailleurs faire l'objet d'un transfert de technologie vers le Maroc où des tonnes de déchets de crevettes sont à l'heure actuelle enfouies.

À cet effet, le CNETE collabore avec Shawinigan International, une branche du Collège chargée de développer les projets internationaux. Le CNETE veut aussi renforcer sa présence dans le domaine des biotechnologies pour l'extraction et la purification de nouvelles molécules.

Visibilité

S'il est connu en Mauricie, le CNETE manque encore de visibilité ailleurs dans la province. Ses prochains défis seront de compléter la structure pour sensibiliser les entreprises – surtout les PME qui constituent 20 % de leur clientèle –, recruter des chercheurs, améliorer le marketing et obtenir de nouveaux budgets.



PHOTO: JEAN-GUY PARADIS, LES AFFAIRES

« Un Centre comme le nôtre devrait fonctionner avec une équipe composée de 15 à 30 personnes et un fonds de roulement plus important. Car même si nous avons 80 % de réussite, la recherche comporte aussi des risques. Nous espérons y arriver d'ici les trois prochaines années », estime Richard Northon.

Le CNETE fonctionne avec une équipe d'une dizaine de personnes, dont quatre chercheurs, offrant des services d'aide technique (mise au

point de procédé, étude de faisabilité, analyses en laboratoire), de recherche appliquée et gestion de projets, ainsi que de la formation sur mesure et du prêt de personnel (ingénieurs, chimistes, techniciens). Son budget annuel est de 1 M\$ dont 20 % provient du ministère de l'Éducation.

« Un Centre comme le nôtre devrait fonctionner avec une équipe composée de 15 à 30 personnes et un fonds de roulement plus important. Car même si nous avons 80 % de réussite, la recherche comporte aussi des risques. Nous espérons y arriver d'ici les trois prochaines années. Le ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie (MRST) a annoncé qu'il participerait à notre financement. En juin, nous devrions connaître le montant qui nous sera attribué », ajoute M. Northon.

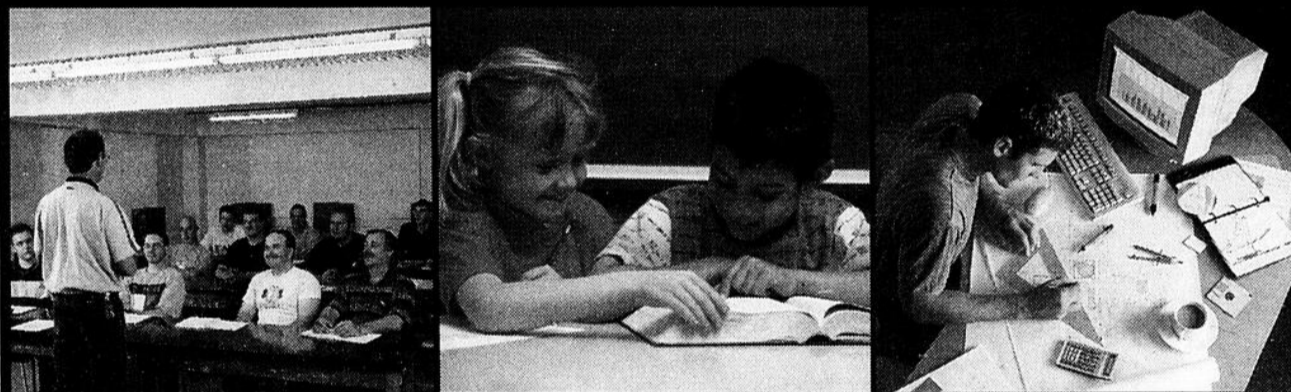
Par ailleurs, le CNETE envisage de créer un bras commercial chargé de vendre les produits de ses recherches. « Par exemple, souligne le directeur général, l'unité mobile de traitement d'eau potable réalisée pour la troupe Asie-Pacifique du Cirque du Soleil en 1998 fonctionne toujours. Nous étudions les possibilités d'appliquer cette technologie pour les regroupements humanitaires dans le monde. » ■

Budget : 232 000 000 \$

Nombre d'employés : 3 900

Clients desservis : 35 600

Certainement une multinationale ?



Nous en avons la taille et les compétences, mais nous sommes au service des gens d'ici. Nous sommes les deux commissions scolaires de la région de la Mauricie.

En contribuant activement à l'éducation des jeunes et des adultes, ainsi qu'au développement de l'économie du savoir, nous sommes des intervenants majeurs du développement économique, social et culturel de la région.

Appelez-nous pour obtenir plus d'information concernant la formation professionnelle, la formation continue de la main-d'oeuvre et nos services aux entreprises.


Commission scolaire
du Chemin-du-Roy

1025, rue Marguerite-Bourgeois
C.P. 100, Trois-Rivières
(Québec) G9A 5E7
Téléphone : (819) 379-5989


COMMISSION
SCOLAIRE
de l'Énergie

2072, rue Gignac
C.P. 580, Shawinigan
(Québec) G9N 6V7
Téléphone : (819) 539-6971

DATA/BLITZ
CÉDÉROM MAC/PC

RÉPERTOIRE DES
MÉDIAS DU CANADA
FICHIER - PDF -
OU

BASE DE DONNÉES
15 000 inscriptions
RAPIDE ET FACILE
D'UTILISATION

VISITEZ NOTRE SITE
www.datablitz.com

DATA/BLITZ

(514) 722-5128
1-888-819-3282

Les entreprises de haute technologie se taillent une place

La plupart d'entre elles sont issues de centres de recherches ou de projets de finissants du cégep ou de l'université

Isabelle Chassin

dossiers@transcontinental.ca

Les entreprises de haute technologie émergent en Mauricie, qu'elles soient issues de centres de recherche – spin-off – ou de projets de finissants du cégep ou de l'université.

La plus médiatisée de ces spin-off est sans conteste **Microsystèmes de mesure A-Z (MMAZ)** de Trois-Rivières, achetée fin janvier par la compagnie britannique **Bookham Technology** pour 72 M\$.

Dix ans de recherche et trois années passées dans MMAZ lancée par l'incubateur d'**Inno-Centre**, ont permis au professeur **Andrzej Barwicz** et à son équipe spécialisée en génie électrique, en métrologie et microtechnologie à l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR), d'aboutir à la mise au point d'une spectropuce.

Cette nouvelle génération de spectromètre intègre un capteur de silice qui transforme le signal lumineux (signal optique) en signal électrique et un processeur numérique exécutant les algorithmes.

« Autrement dit, la lumière rentre dans une puce et l'information digitale ressort, ce qui ne s'était jamais fait », précise M. Barwicz. L'application principale servira à la surveillance de performance optique (OPM) dans la télécommunication par fibre optique, laquelle est cruciale. De plus, l'innovation s'appliquera à l'environnement pour contrôler les émissions polluantes des gaz d'échappement des voitures ou encore dans la photographie numérique pour la correction des couleurs.

Capital de risque ?

Avant d'en arriver là, MMAZ a connu le casse-tête du financement. « Tout le monde dit : *Bougez pour commercialiser vos recherches*. Mais avant d'y arriver, il faut beaucoup de persévérance ! », constate toutefois



M. Barwicz, qui est entré dans une sorte de cercle vicieux lorsqu'il a cherché à financer son prototype avec une puce en silicium coûtant plusieurs millions de dollars. « Les investisseurs demandent le produit, mais pour le développer il faut de l'argent. Et personne ne veut prendre le risque technologique même si sur sa porte c'est écrit : capital de risque. »

Grâce à l'expertise de son équipe, la contribution de son fils **Zbigniew** (MBA de HEC) ainsi que la crédibilité donnée par Inno-Centre, M. Barwicz a finalement rallié 24 investisseurs dont **Innovatech**, la **Banque de développement du Canada**, le **CLD de Francheville** et plusieurs anges financiers, et obtenu ainsi soit 1,2 M\$.

Son partenaire technologique, **Bookham Technology**, chef de file mondial en optique intégrée a vite compris l'impact de l'innovation.

« Sans nous, Bookham aurait la moitié du marché et avec nous, ils seront les premiers jusqu'à la fin de l'année, s'il n'y a rien d'imprévisible. Il est trop tôt pour avan-

cer des retombées. Disons que le marché des télécoms est déjà établi. Le congrès *Optical Fiber Communication* du 17 mars à Anaheim en Californie donnera le cap », affirme le professeur Barwicz.

Remplacer le code à barres

Avec quatre associés – des ingénieurs et administrateurs – dont la moyenne d'âge est de 25 ans, **Janic Duguay** a créé **Deuteron Acquisition**. L'entreprise a débuté ses activités en mai dernier au **Carrefour de la nouvelle économie** (CNE) de Trois-Rivières.

Les recherches élaborées à l'UQTR ont donné lieu à une innovation dans le domaine des systèmes d'acquisitions de données, le **RFID** (*radio frequency identification*), autrement dit une technologie destinée à remplacer le code à barres.

« Au Québec et au Canada, le marché est à développer. Nous avons deux ans de retard sur les États-Unis et cinq sur l'Europe. Il s'agit d'un marché mondial avec 33 % de croissance par an », affirme

M. Duguay. Les avantages de cette innovation sont nombreux : lecture des produits sans opérations manuelles, stockage des informations sur des puces électroniques (32k), lecture et écriture à distance d'au moins 100 m.

Deuteron fournit des solutions logicielles pour le secteur manufacturier (gestion de stocks en temps réel, système d'accès et de sécurité, gestion de la chaîne de production) et, pour d'autres, dont les éleveurs de bétail pour identifier les animaux, faire le suivi génétique et de santé. Malgré sa jeunesse, Deuteron prévoit une croissance de 75 % d'ici 2002 et 30 % par la suite. L'effectif devrait passer à 16 employés d'ici fin 2001 avec l'arrivée d'ingénieurs et de programmeurs analystes.

Des réseaux sans fil plus rapides

Par ailleurs, l'équipe de Deuteron a déjà donné naissance à une spin-off : **Cilyls**, une entreprise prometteuse dans les technologies de l'information. Elle a développé et

breveté une plate-forme logicielle **ALLGO™** permettant la compression en temps réel sur les réseaux sans fil.

« Notre plate-forme augmente la capacité des réseaux en réduisant la bande passante utilisée. Elle double la vitesse de transmission des données et diminue les coûts d'opération pour les opérateurs de service », précise **Audry Larocque**, le président de l'entreprise.

Le marché des téléphones sans fil étant exponentiel, Cilyls n'a aucun doute sur son

avenir. Elle commercialisera en avril la première gamme de produits destinée aux circuits fermés tout en continuant la recherche et le développement des applications pour la téléphonie cellulaire et les applications Web.

À cet effet, Innovatech Québec vient d'investir 1 M\$ dans Cilyls. « Nous prévoyons embaucher rapidement une quinzaine de personnes. D'ici 2005, nous estimons atteindre un chiffre d'affaires de 28 M\$ », de dire en terminant M. Larocque. ■

La recherche à l'UQTR

L'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) reçoit environ 11 millions de dollars de fonds de recherche, incluant subventions et contrats de recherche (environ 12%). Elle recense 300 projets de recherche par an, développés par environ 150 professeurs.

« En vertu de leur convention collective, les professeurs ne travaillent pas exclusive-

ment pour leur université. Il est difficile de dire combien d'entreprises sont réellement issues de ces recherches. Mais les secteurs les plus propices au démarrage d'entreprises sont le génie, la chimie, la gestion en général », mentionne **Alain Maire**, doyen des études de cycles supérieurs et de la recherche, UQTR. (IC) ■

Centre-de-la-Mauricie

Tout pour réussir

CLD

794, 5^e Rue, bureau 111, C.P. 895
Shawinigan (Québec) G9N 6W2
Tél. : 819.537.7249
Sans frais : 1.888.855.6673
Télec. : 819.537.6260

Centre-de-la-Mauricie
CONSEIL LOCAL DE DÉVELOPPEMENT

www.directioncm.net - cldcm@directioncm.net

En 2001, Innovatech investira plus de 4 M\$ dans les entreprises de la région

Innovatech Québec, société de capital de risque, spécialisée dans le financement de pré-démarrage et de démarrage d'entreprises de haute technologie, a investi, depuis le début 2001, un montant de 1,55 M\$ dans trois entreprises mauriciennes en technologies de l'information et télécommunications permettant la création

et le maintien de 27 emplois. Elle prévoit investir de 2 à 3 M\$ pour le reste de l'année en Mauricie. En 2000, elle a investi un montant global de 765 000 \$ dans trois entreprises (technologies de l'information et télécommunications, technologies industrielles) permettant la création et le maintien de 60 emplois.

Dotée d'un fonds de 75 M\$, Innovatech Québec compte plus de 80 entreprises et projets dans son portefeuille d'investissement dans les secteurs des technologies de l'information et télécommunications, l'optique et la photonique, les biotechnologies et les technologies industrielles. (IC) ■

Le meuble, une industrie en pleine effervescence

Les entreprises mauriciennes s'attaquent aux marchés internationaux pour assurer leur croissance

Isabelle Chassin

dossiers@transcontinental.ca

Chez **Industries Pelletier** de Shawinigan-Sud, spécialisée dans les composantes de meubles et d'escaliers, bois de finition, l'exportation est une priorité depuis ses débuts en 1998. La PME de 45 employés expédie déjà 10 % de sa production aux États-Unis et en Europe et veut y développer d'autres marchés comme les instruments de musique, la rénovation, les cercueils. Elle compte aussi aborder le sud du Japon, un projet à l'étude depuis plus d'un an.

« Avec **Mauricie International**, nous avons fait des études de marché et toute une formation pour nous familiariser avec la mentalité asiatique, cerner leurs besoins. Nous avons eu plusieurs rencontres avec eux pour échanger de l'information. Cette année nous devrions aborder l'étape commerciale », précise **Martin Pelletier**, directeur général des Industries Pelletier.

C'est en prenant la relève d'**Ébénisterie Pelletier**, une entreprise familiale fondée en 1941 et existant depuis trois générations, que le président de 29 ans a créé cette

nouvelle entité. Avec un diplôme de technicien en génie civil, M. Pelletier avoue apprécier les conseils de son père qui s'occupe de l'achat des matières premières et du séchage du bois.

Discret sur les chiffres, M. Martin ajoute que l'achat de nouveaux équipements et le recrutement d'employés dépendront des futurs contrats. « Notre chiffre d'affaires devrait alors doubler. »

Positions multiples

Les Literies Champlain, de Grand-Mère ont investi près de 160 000 \$ sur quatre ans en recherche et développement pour mettre au point le **ZedBed**. Commercialisé à la fin 2000, ce lit va permettre à la PME de 14 employés de s'attaquer au marché américain. Certifié CSA et CSAus, le Zedbed offre six positions indépendantes et un système de massage incorporé au centre du matelas.

On peut se faire masser mollets, cuisses ou reins selon sa préférence et diverses intensités. « Il est en cerisier massif avec un cadrage en aluminium anodisé et un matelas latex de 8 pouces. Les composants du lit proviennent d'Allemagne, des États-Unis, du Québec. Nous avons coordonné l'ingé-

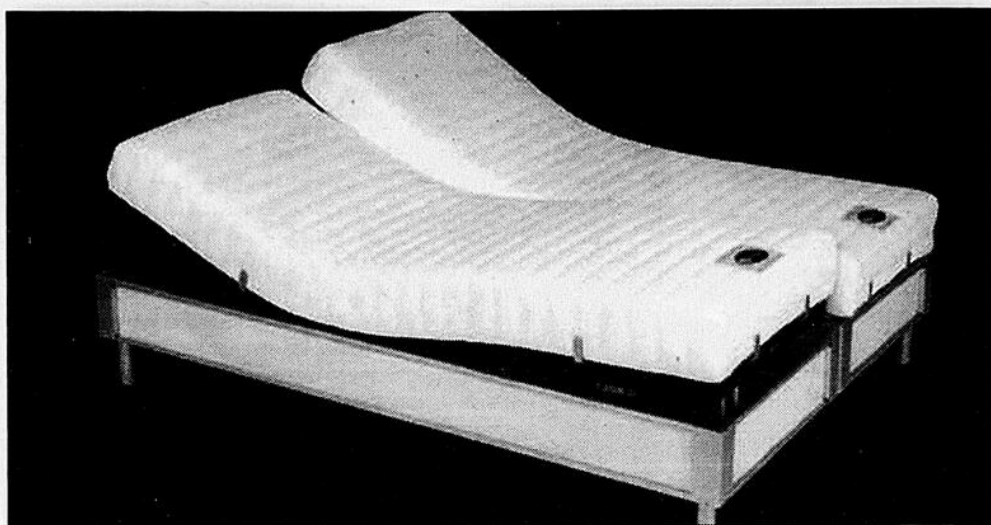
nerie du lit entre les fournisseurs par Internet », précise **Simon Lemire**, directeur des ventes et marketing.

Destiné au commerce de détail, le Zedbed est un produit haut de gamme vendu entre 3 500 et 4 000 \$. Comptant sur une population de plus en plus vieillissante voulant du confort, Les Literies Champlain estiment que leur lit deviendra vite un produit de masse. « Cette année notre chiffre d'affaires devrait augmenter de 40 % et atteindre 1,7 M\$ d'ici quatre ans. Nous devrions embaucher prochainement 20 personnes de plus », dit M. Lemire.

Des ententes de distribution ont été conclues avec les magasins **Rotmans** et **Mattress World** sur la côte est des États-Unis. Plusieurs autres ententes auprès de détaillants canadiens de meubles haut de gamme ont été prises au dernier **Salon du meuble de Toronto**. Depuis sa création en 1994, la PME se concentrait dans la fabrication et la vente de matelas traditionnels.

Une ampleur considérable

Patrice Allard ne regrette pas d'être revenu s'installer en région. Après deux ans



Le Zedbed est en cerisier massif avec un cadrage en aluminium et un matelas latex de 8 pouces. Il offre six positions indépendantes et un système de massage au centre du matelas.

d'activités, **Les Meubles R.A.P.** ont déjà agrandi trois fois leurs locaux, sont passés de 5 à 23 employés, et le chiffre d'affaires a bondi de 93 000 \$ à 2 M\$.

Installée à Saint-Paulin, la PME produit une gamme de 225 modèles de buffets de cuisine, d'ensembles de chambre, de mobilier de salon, de meubles pour l'hôtellerie dans les styles contemporain, colonial et moderne.

« Nous sommes des sous-traitants et fabriquons sur commande pour des distribu-

teurs. Il ne leur reste plus qu'à faire la finition » précise M. Allard.

En travaillant dans le meuble, le jeune président de 32 ans a complètement changé de carrière. Fatigué d'être retenu loin des siens à cause de son métier de chauffeur touristique, il a cherché une occasion de créer son entreprise.

C'est en discutant avec son ami **Alain Thibodeau**, un professionnel du meuble, et en suivant les conseils de son père, un grossiste en bois franc, qu'il cible son

créneau. L'ami est devenu associé et la PME a vite pris de l'ampleur.

Les Meubles R.A.P. concentrent leurs activités au Québec et compte six clients majeurs. Parmi les projets : développer sa clientèle, créer de nouveaux produits, et passer à 30 employés.

« Près de 60 % des employés sont formés ici. Le niveau scolaire n'est pas important mais il faut être habile de ses mains et tout le monde n'a pas ce talent », précise toutefois M. Allard. ■

Un centre de ressources pour les sous-traitants du meuble

L'industrie mauricienne du meuble se porte bien. Elle procure quelque 2 000 emplois dont 90 % sont à Louiseville, dans la MRC de Maskinongé.

Et ces entreprises peuvent compter sur *Le Centre d'information et de valorisation du secteur du meuble en Mauricie* (CIVAM) de Louiseville pour accroître leur compétitivité et assurer leur

croissance. Une initiative engagée par le ministère de l'Industrie et du Commerce, les **Centres locaux de développement** (CLD), les **Centres locaux d'emplois** (CLE), la **Commission scolaire du Chemin du Roy**, les **Sociétés d'aide au développement des collectivités** (SADC) et des fabricants de meuble. Incorporé en septembre 1999, l'organisme se défi-

nit comme un centre de ressources destinés aux PME de sous-traitance de la région.

« Ces entreprises ont des cadences de production élevées et n'ont pas toujours le temps de développer des structures pour améliorer leur productivité. Le marché est bon en ce moment, mais il faut qu'elles soient capables de faire face aux aléas économiques », explique **Suzanne Bourgeois**,

consultante au **Centre de formation aux entreprises à la Commission scolaire Chemin du Roy** et partenaire du projet. En plus d'être un centre de veille technologique et commercial, le CIVAM veut orienter les entreprises vers les ressources en formation.

Certains besoins ont été exprimés comme le calcul des prix de revient, le réaménagement des équipements, la ges-

tion des ressources humaines. Sur le site Web de l'organisme, on retrouve des liens pour la formation de la main-d'œuvre. Une formation gratuite sera bientôt offerte sur la construction de site Web.

Afin d'améliorer leur développement, les entreprises peuvent tester de nouveaux produits en utilisant les locaux et les équipements de l'école d'ébénisterie de

Louiseville sans arrêter leur production. Certains professeurs de cette école vont même former des employés en entreprise. La demande est grande pour les opérateurs de machines à bois, la finition de meuble. Le centre de formation professionnelle **Qualitech** de la Commission scolaire Chemin du Roy en forme cette année plus d'une centaine. ■

UQTR
Université du Québec à Trois-Rivières
un partenaire majeur dans le développement de sa région

Les PME mauriciennes de plus en plus présentes à l'exportation

Après les États-Unis, la région vise maintenant les investisseurs étrangers en Europe et au Japon

Isabelle Chassin
dossiers@transcontinental.ca

L'exportation des PME mauriciennes progresse, si l'on en croit les chiffres : à ce jour, 165 entreprises exportent en regard des 65 en 1996. « Nous avons un potentiel de 230 PME ayant un chiffre d'affaires moyen entre 5 et 25 M\$ », constate François Carignan, directeur général, Mauricie International, un organisme créé en 1997 pour sensibiliser et soutenir les entreprises vers le marché international.

L'industrie du meuble en Mauricie représente à elle seule 240 M\$ d'exportation vers les États-Unis, soit 24 % du milliard de dollars exporté par l'ensemble du Québec. D'autres secteurs sont également bien positionnés comme les produits d'alimentation dont la viande – le porc, veau, veau de laits – les aliments pour animaux, le bois ainsi que les logiciels. Les entreprises qui ont commencé à exporter aux

Carignan. Ainsi, les Américains cherchent plutôt à faire des acquisitions d'entreprises alors que les Français s'implantent ici pour développer le marché nord-américain. Déjà, la Mauricie travaille étroite-

ment, par l'entremise d'échange de stagiaires, avec les pays de La Loire en France dont le développement économique est similaire celui de la région, notamment dans les secteurs du bois et des métaux. Quant au

Japon, Mauricie International courtise la région de Fukuoka pour son bois et ses meubles. « Les Japonais veulent avoir des cas d'affaires pour cibler leurs investissements. Nous mettons en place une division

pour monter ce type de services qui consiste en des études de marché très pointues », ajoute M. Carignan. Outre le bois, le meuble et les métaux, Mauricie International a trouvé d'autres créneaux por-

teurs d'investissements étrangers : la technologie papetière, la chimie industrielle, les matériaux pour le transport nautique et récréatif, l'électronique, l'environnement ainsi que l'aéronautique. ■



Au Japon, Mauricie International courtise la région de Fukuoka, connue pour son bois et ses meubles.

États-Unis y diversifient leurs marchés et se dirigent maintenant vers l'Europe et le Japon. Ces pays pourraient aussi venir investir en région.

Depuis mai 2000, en partenariat avec Investissement Québec et les intervenants régionaux, Mauricie International prospecte les investisseurs étrangers. L'organisme s'est doté d'un plan stratégique sur cinq ans. Depuis 1996, les investissements étrangers en Mauricie représentent environ 1 % seulement des investissements reçus au Québec. Mauricie International vise une augmentation substantielle d'ici deux ans. « Nous avons déjà à l'étude des projets d'investissement. Il est prématuré de dire lesquels et le montant d'investissement mais on pense que deux d'entre eux devraient aboutir d'ici 2002. La Mauricie doit se positionner en fonction de la perception et des besoins des investisseurs et du mode d'investissement », ajoute M.



Derrière l'ouverture d'esprit de Bruno Baillargeon

« Moi, je ne pensais pas que la Caisse de dépôt et placement du Québec s'intéressait aux PME. Encore moins qu'elle m'encouragerait à développer de nouveaux marchés.

Nos produits sont maintenant ailleurs au Canada, aux États-Unis, en Angleterre et en Pologne. Le succès, je le dois à mon équipe.

Mon entrée sur la scène internationale, je la dois en partie aux gens de la CDP du Québec qui ne sont pas uniquement des investisseurs. »

Bruno Baillargeon,
président de Portes Baillargeon

Derrière Portes Baillargeon, comme derrière plus de 400 autres entreprises d'ici dont la plupart sont des PME, il y a la CDP du Québec qui investit temps, argent et expertise. Pour un partenariat durable.

En bout de chemin, l'argent des Québécois rapporte à tous les Québécois.

Parce qu'à la CDP du Québec, on ne fait pas qu'investir, on s'investit. Depuis maintenant 35 ans.

Pour vous renseigner ou pour devenir vous aussi un partenaire, adressez-vous au : 1 866 CDP-2002 ou www.cdp.ca



CDP

Caisse de dépôt et placement
du Québec

ON S'INVESTIT

Des femmes d'affaires peu ordinaires

Isabelle Chassin

dossiers@transcontinental.ca

En Mauricie, l'entrepreneuriat au féminin prend aussi la forme d'emplois non traditionnels. Trois femmes d'affaires témoignent.

« Au début, tous riaient de moi. Je n'avais jamais touché à une scie de ma vie », raconte **Carmelle Bouchard**, propriétaire de **La Piquetterie** de Saint-Narcisse. En 1995, cette enseignante retraitée décide de fabriquer des piquets d'arpentage pour répondre à un besoin local. Elle débute dans le garage familial, aidée de son mari, travailleur de la construction. Grâce à un service-client sur mesure, chaque commande en amène une autre.

« Je ne me suis jamais endettée. Les profits étaient réinvestis en équipement, matériel », précise M^{me} Bouchard. Après trois ans, La Piquetterie grandit. « J'avais décidé de démarcher **Bell Canada**. De fil en aiguille, je suis tombée sur le grand patron en Ontario. Je ne parlais pas anglais, un ami bilingue m'a aidée à présenter mes produits. À mon cinquantième anniversaire, la comman-

de de 58 000 piquets par an est arrivée ! J'ai relevé le défi même si ma famille me croyait folle », se souvient en riant M^{me} Bouchard.

Aujourd'hui, La Piquetterie produit annuellement des millions de piquets et affiche un chiffre d'affaires annuel frôlant 100 000 \$. Parmi sa soixantaine de clients, on trouve Bell Canada, **Vidéotron** et **Hydro-Québec**. Ses piquets se retrouvent aux Îles-de-la-Madeleine, au Labrador et même jusqu'aux États-Unis, par l'entremise d'un courtier en construction.

L'été, période de grosses commandes, trois employés aident M^{me} Bouchard. « Chacun a son rôle. Moi, je suis à la fois présidente et comptable. Je m'occupe des achats et de la clientèle. J'ai beaucoup de mal à déléguer, je veux que tout soit parfait », avoue M^{me} Bouchard.

Prochaine étape, les États-Unis et l'Europe

La même passion anime **Micheline Grenier**, 34 ans. Installée à Yamachiche depuis 1993, la **Vitrerie Ferron** s'est spécialisée dans les pro-

duits verriers destinés à l'industrie du meuble. « Mon mari, vitrier de formation, dirige la production et moi, l'administration. Mais nous prenons ensemble les décisions de développement », précise M^{me} Grenier, ancienne secrétaire puis enseignante. Une complémentarité qui rapporte puisque la PME, qui compte sept employés à temps plein, a connu une croissance de 20 % en 2000. Prochaine étape : les États-Unis et l'Europe.

Discrète sur les chiffres, la présidente prévoit des investissements majeurs en 2001 pour de nouvelles machines à contrôle numérique, agrandir l'atelier et recruter des employés.

La relève est là

« Nous avons démarré dans notre garage, avec 5 000 \$ d'argent personnel, beaucoup de passion et de persévérance. », dit M^{me} Grenier qui concilie ses 55 heures de travail par semaine, sa famille (une fille 4 ans) et diverses activités communautaires.

Depuis 1998, **Marie-Claude Milette** et **Suzie Boisvert** ont repris en tandem la relève de

leurs pères. Les entreprises **Boisvert et Milette** de Grand-Mère, comptent 35 employés et comprend une division spécialisée dans la fabrication de manches de bois, de palettes de manutention, d'outils de drave et une division de tourets de bois.

Si Suzie a toujours été comptable, Marie-Claude, psychoéducatrice de formation, découvre la vie d'entrepreneure. « Il y a de nombreux défis et j'aime apprendre. Je m'occupe des achats, des normes ISO. Je ne sens pas de discrimination de la part des hommes mais ils se dirigent toujours vers un homme quand ils veulent quelque chose », dit-elle.

M^{me} Milette insiste pour mettre en avant **Mario Trudel**, le directeur général, en poste depuis 20 ans et mari de Suzie. « Même si nous travaillons en équipe, c'est surtout lui qui développe l'entreprise. »

L'an dernier, 650 000 \$ ont été investis en agrandissement et nouveaux équipements. L'exportation fait partie des projets pour la division de manches de bois, notamment vers les États-Unis, la Colombie, le Mexique et les Indes. ■

Entrepreneuriat féminin, un modèle à suivre

L'entrepreneuriat féminin n'a pas d'âge. Qu'on ait 30 ans ou 50 ans, il est toujours temps de partir en affaires. Les femmes ont leur place », lance avec vigueur, **Marie-Claude Brière**, la directrice du projet *Entrepreneuriat féminin régional* (EFR).

Issu de la Table de concertation du mouvement des femmes en Mauricie et du Centre-du-Québec, ce projet, né en 1997, a pour mandat de stimuler, valoriser, concrétiser et supporter le développement de l'entrepreneuriat féminin.

Pourtant, d'après les résultats d'une recherche présentée l'an dernier par le *Conseil du Statut de la femme*, la femme mauricienne reste plutôt exclue de cette relance et sa situation est encore précaire (voir texte en page A2). « La dynamique existe, mais modifier les comportements prend du temps », estime M^{me} Brière.

Chiffres à l'appui, elle rappelle qu'au Québec, près de tiers des entreprises québécoises sont dirigées par des femmes, que le taux de croissance de ces entreprises augmente deux fois plus vite que celui de

l'ensemble des entreprises. Elle remarque que les femmes dirigent souvent des entreprises de petite taille quant à leur effectif et leur chiffre d'affaires.

Réalité

« Nous manquons de statistiques sexuées en région pour comparer ses données. Nous travaillons pour sensibiliser les organismes à cet effet. En attendant, on va les chercher sur le terrain », ajoute M^{me} Brière.

En ce sens, l'EFR a collaboré activement avec le *Laboratoire de la recherche sur la diversité, le travail et la gestion de l'Université du Québec à Trois-Rivières* (UQTR) pour son étude *Les femmes entrepreneurs en région face au financement de leur PME*. Les femmes d'affaires doivent encore se frotter à différentes réalités : concilier travail et famille, trouver du financement, apprendre à réseauter.

Mais pas question de baisser les bras pour l'EFR qui multiplie les activités, comme son concours *gagnez votre entreprise* ou encore des missions femmes d'affaires Québec-France. ■

De l'eau, de l'air et des idées claires!

Lac à l'Eau Claire

www.lacaleauclaire.com

57 chambres en auberge, 16 chalets et 30 chambres en suites-chalets, salles de conférences pour 20 à 250 personnes

De l'eau, de l'air et des idées claires

C'est tout ce qu'il vous faut pour encadrer vos congrès, colloques, séminaires et réunions de motivation. Un environnement à la fois paisible, majestueux, naturel et sympathique pour recevoir avec chaleur les membres de votre équipe.

Activités été : pêche, canot, promenade en ponton, tennis, baignade, piscine intérieure, massothérapie, randonnée pédestre, vélo, golf à proximité.

hiver : ski de fond, raquette, glissade, patinoire, pêche blanche, motoneige, traîneau à chiens.

Pour information :

(819) 265-3185

500, chemin du Lac à l'Eau Claire, Saint-Alexis-des-Monts, J0K 1V0
Télec. : (819).265-3187

Pro-Gest, des communautés religieuses à l'industrie

L'entreprise de Grand-Mère mise sur l'intégration des progiciels de gestion pour se développer

Isabelle Chassin
dossiers@transcontinental.ca

Reconnue pour son expertise dans les solutions logicielles spécialisées pour les communautés religieuses, **Pro-Gest, Conseillers en technologie de l'information (PGCTI)** de Grand-Mère, s'affirme dans le secteur industriel.

Pour conquérir ce marché, la PME de 30 employés mise, depuis 1995, sur l'intégration des progiciels de gestion (ERP), des solutions développées grâce à une stratégie de partenariat. Elle s'est associée à **Visual AccountMate (VAM)**, une entreprise californienne dont les produits financiers du même nom comptent plus de 120 000 utilisateurs en Amérique du Nord. « Ils voulaient percer le marché canadien. Nous avons racheté deux distributeurs québécois et sommes devenus le plus important distributeur VAM au pays. Nous allons obtenir la plus haute certification de VAM au Canada à cause de notre volume de

distribution », explique **Alain Lemieux**, président-directeur général.

Même principe pour le contrôle des chaînes de production. **PGCTI** distribue le logiciel **COSS** de la torontoise **Coss Systems Inc.** qui compte 20 000 utilisateurs en Amérique du Nord. Ce logiciel permet de contrôler en temps réel toute la chaîne de production, que ce soient les ressources humaines ou matérielles. En ayant accès au langage source des logiciels, l'équipe d'intégrateurs de **PGCTI** peut ainsi combiner la performance de ces technologies et offrir aux clients une solution intégrée et personnalisée.

Codes sources

PGCTI veut se démarquer par sa méthodologie *maison* orientée client dans laquelle elle a investi près de 400 000 \$. Les travaux sont ainsi référencés, ordonnés et documentés. « Nous pensons homologuer cette méthodologie pour nous conformer à d'autres entreprises, car nous avons des demandes en ce sens. Pour le client,

c'est une assurance-qualité. De plus, lorsqu'on livre notre produit, le client est propriétaire des sources. Il ne dépend pas de nous », souligne M. Lemieux. Les solutions s'adaptent à tous les types d'industrie. **PGCTI** compte une cinquantaine de clients dans l'agroalimentaire, l'aéronautique, le transport et l'usinage.

Le chiffre d'affaires de 1,5 M\$ en 2000 devrait passer à 2,5 M\$ en 2001. La moitié de ce montant revient au secteur industriel et l'autre aux logiciels destinés aux communautés religieuses. Depuis sa création en 1983, l'entreprise a procédé dans le monde à plus de mille installations de plates-formes informatiques standardisées pour ces communautés. Cette année, le pdg mise sur l'essor

du secteur industriel avec une quarantaine de nouveaux clients au Québec et ailleurs au Canada. Un bureau d'intégrateurs s'est ouvert récemment à Pointe-Claire (formateurs et service technique).

La nouvelle économie

Reste à déterminer dans quelle ville **PGCTI** décidera de s'installer. Premier et unique locataire retenu pour s'installer dans le **Carrefour de la nouvelle économie (CNE)** de Grand-Mère en novembre dernier, l'entreprise n'a pu emménager, faute de locaux. « L'aspect politique du dossier a retardé la construction.

Son ouverture est prévue pour juillet 2001. Il n'y a pas eu assez de concertation avec les entreprises et beaucoup de choses ont été prises

pour acquises », soutient Alain Lemieux.

Avant de démarrer véritablement les activités, M. Lemieux, étant en rupture de bail avec son actuel locateur, avait demandé, début décembre, à la ville de Grand-Mère des solutions pour pallier le problème de locaux. Sans réponse, il avait alors obtenu du **Bureau de la nouvelle économie (BDNE)** à Québec le droit de recevoir ses crédits d'impôts jusqu'au 31 décembre 2001 sans obligation de s'installer au CNE.

« La ville a alors essayé d'annuler l'entente que j'avais eue avec le BDNE pour me forcer à m'installer au CNE de Grand-Mère », ajoute M. Lemieux qui, depuis, confronté à des impératifs professionnels, étudie la possibilité de s'établir au CNE de Trois-Rivières.

PGCTI étudie un projet de partenariat avec six entreprises technologiques complémentaires pour développer une offre globale dans les technologies de l'information

en Mauricie. « Certaines sont déjà installées au CNE de Trois-Rivières. »

Par ailleurs, **Éduglobe** de Longueuil, dont M. Lemieux est actionnaire, prévoit installer son centre de recherche sur les produits et services pour la formation à distance en Mauricie, où 15 emplois seront créés. Elle y implanterait la méthodologie mise au point par **PGCTI** pour l'encadrement de la recherche.

« Éduglobe ira où nous irons. Pour le moment, rien n'est décidé. Mais nous opterons pour la solution la plus favorable au développement de nos affaires », a expliqué M. Lemieux. ■

PGCTI veut se démarquer par sa méthodologie maison orientée client dans laquelle elle a investi près de 400 000 \$.

Contre l'abus et la violence faite aux enfants



FONDATION MARIE-VINCENT

WWW.MARIE-VINCENT.ORG
1 888 561-2433

Fier d'être Mauricien!

Nom : Chrisafoudis Efstratios (Stratos)

Pays d'origine : Grèce

Profession : Restaurateur

Scolarité : Secondaire 3

Date d'arrivée au Québec : Mai 1971

Date d'arrivée en Mauricie : Juillet 1971

Titre : Président

Entreprise : Stratos pizzeria (28 restaurants)

Création de l'entreprise : Août 1989

Activité de l'entreprise : Restauration et production de mets pour apporter : pizza et poutine, poulet BBQ, etc.

Nombre d'emplois directs : 1 250

Nombre d'emplois indirects : 300

Prix et distinctions : Personnalité de l'année 2000. Prix de l'entreprise de l'année 1999 décerné par les chambres de commerce de la Mauricie et du Centre-du-Québec.

Affiliation professionnelle : Membre des restaurateurs du Québec.

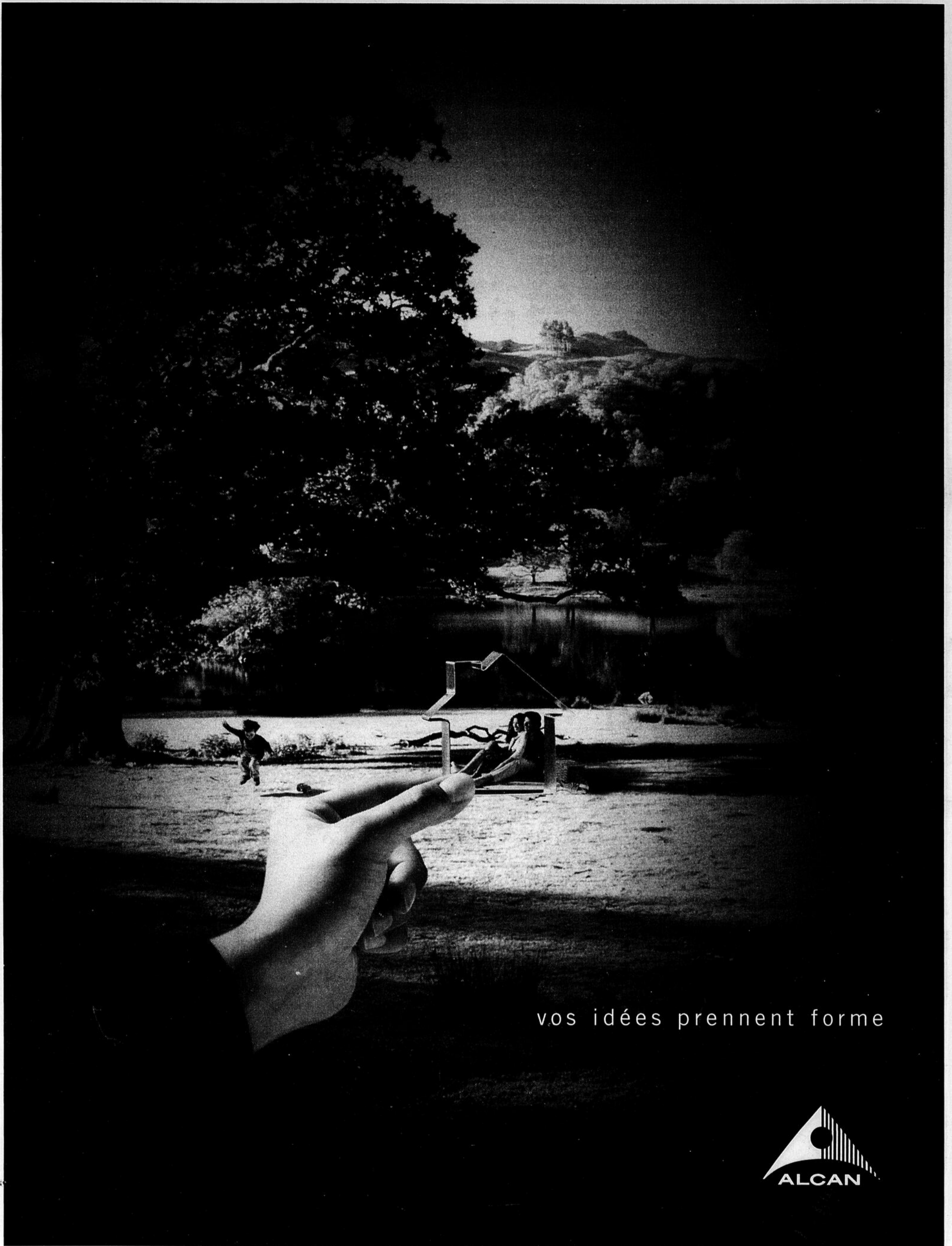
Président-fondateur de la Fondation Stratos pour l'aide aux enfants démunis.

« J'ai choisi de rester en Mauricie car les gens d'ici m'ont accueilli très chaleureusement. Les Mauriciens voulaient découvrir et partager avec moi les coutumes, la culture et la cuisine traditionnelle de mon pays d'origine. J'ai été aidé avec beaucoup d'enthousiasme et les gens m'ont accepté dans leur environnement familial comme si j'en faisais partie. »

Pour communiquer avec le carrefour
d'intégration de votre région :
1 888 879-4288

Québec 
Ministère des
Relations avec les citoyens
et de l'Immigration

A12



vos idées prennent forme



Toute bonne idée doit prendre forme. C'est la raison d'être de la nouvelle société Alcan, née de la fusion d'Alcan et algroup: devenir le partenaire qui transforme vos idées d'aujourd'hui en innovations de demain, grâce à des solutions globales faisant appel à l'aluminium et aux emballages